



En décembre, le projet de loi « Asile immigration » arrive à l'Assemblée nationale !

Déjà les sénateurs ont repris lors de l'examen du projet de loi les mesures phares de la droite et de l'extrême-droite, entraînant la remise en cause de droits élémentaires, comme l'accès aux soins.

Il y a danger, car pour Darmanin les exilé.es, les réfugié.es sont considéré·e·s désormais comme des délinquant·e·s voire de potentiel·le·s terroristes. Cette utilisation du contexte politique pour criminaliser les personnes qui sont venues en France pour fuir la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique est désastreuse.

Forum « Pour une politique migratoire d'accueil »

Vendredi 8 décembre – 18h30
Bourse du travail, Place Saint-Sernin

Droit au séjour, santé, travail, femmes migrantes... quelles alternatives aux lois répressives ?

Les enjeux du débat parlementaire en présence de député.es de la Haute-Garonne

Avec le soutien des États Généraux des Migrations 31, organisé par (premiers signataires) : La Cimade, la LDH, le Cercle des voisins, DAL, Mouvement de la Paix, RESF, TEC 31, Marche Mondiale des Femmes, MRAP, CCFD Terre Solidaire, CGT, FSU, Solidaires, Syndicat des Avocats de France, CNT IS 31

Soutenu par (premiers signataires) : Les Ecologistes, La France Insoumise, GénérationS, la Gauche Écosocialiste, La Gauche Démocratique et Sociale, Ensemble !, NPA, Parti de Gauche

Appel national : Non à l'immigration jetable ! NON À LA LOI DARMANIN !

Le projet de loi du gouvernement conduit à **une négation radicale des droits fondamentaux des exilé.es, réfugié.es, sans papiers.**

Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser **les pratiques préfectorales arbitraires et répressives** : systématisation des reconduites à la frontière, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de centre de rétention administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne **l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées.**

Les migrant.es sont déshumanisé.es et considéré.es uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'aurait droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension".

Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreuses personnes, **le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints.** Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique...

Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...).

Les droits des étranger.es sont de plus en plus précarisé.es.

L'attaque s'inscrit dans **l'agenda global du gouvernement** : chômage, retraites, logement, santé...

Nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui accentuerait encore le fait que les étrangèr.es en France sont considéré.es comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.

**Le 18 décembre,
journée internationale des migrant.es,
nous serons mobilisé.es !**

Le collectif Uni.es contre une immigration jetable s'oppose à la politique discriminatoire du gouvernement fondée prioritairement sur le soupçon et la répression en matière de migration et d'asile. Il revendique une politique migratoire d'accueil digne et le respect des droits de toutes et tous.